

prochain [1]. Cette journée de mobilisation est appelée par l'ensemble des syndicats. Pour les dirigeants dudit mouvement social ce sera l'une de ces étapes obligées d'un processus qui applique à la lettre la maxime bien connue "la politique est l'art de gagner du temps". Car à n'en pas douter, cette journée aura lieu avec le soutien de toute la gauche et de l'extrême-gauche. Ce soutien placera cette action dans la perspective des présidentielles à venir, exactement comme les manifestations du 1er mai dernier et comme la journée de grève du 10 mars le furent dans la perspective du "non" au référendum. C'est ainsi que la journée de grève du 10 mars, avec ses millions de grévistes, fut une réussite, mais sans lendemain, car les seules perspectives qui s'en dégageaient étaient purement électoralistes.

A raison d'une journée de grève revenant périodiquement, que peut-on espérer si ce n'est de servir de tremplin aux thématiques électorales ? Oh, bien sûr, on entend déjà les militants trotskistes et les alternatifs libertaires nous dire que non ce coup-ci, c'est le bon. Tout comme ils ont leur "troisième tour social", ils ont leur "rentrée" chaude, rouge, ou de lutte (suivant les années), leur printemps social... mais ce n'est que pour masquer l'évidence : ce qui les intéresse, ce sont les échéances électorales. Déjà les rabatteurs sont prêts. Aux grévistes et aux manifestants du 4 octobre qui pensent lutter pour leurs revendications, ils présenteront, qui une grande manifestation contre Sarkozy (le 22 octobre), qui un forum national des "collectifs du non" (le 26 novembre).

Quant aux syndicats institutionnels, qui se revendiquent officiellement d'une soi-disant neutralité idéologique nous constatons que cela ne les empêche pas soit d'appeler directement à voter (tantôt pour Chirac, tantôt contre lui) soit à le faire indirectement. En effet, la déclaration derrière laquelle ils se retranchent, selon laquelle "l'essentiel n'est pas de voter" laisse entendre que voter ne peut pas faire de mal, et même peut faire du bien !. Au-delà de la contradiction flagrante dans laquelle ils s'enferment, ce qui est grave, c'est qu'avec de telles pratiques, ils ne peuvent mener les exploités qu'à l'échec puisqu'ils ne construisent pas les positions anti-institutionnelles nécessaires à la lutte de classe.

Il est temps de leur répondre ce que nous pensons de leur assommoir électoral, que si l'essentiel est de lutter surtout, il ne faut pas voter ! La participation électorale exclut l'action directe car la croyance aux élections paralyse l'action. A l'inverse, des mouvements largement hors-institution comme l'a été la grève du lundi de Pentecôte, ou la grève illimitée -elle aussi loin des stratégies institutionnelles- des ouvriers des raffineries Total (lancée le 16 mai, aboutissant à la satisfaction des revendications au bout de quatre jours) montrent que non seulement il est possible de lutter mais aussi de développer la conscience de classe, la solidarité et l'action directe, le tout avec des résultats. C'est cette analyse, ce sont ces perspectives, que nous appelons tous ceux qui se situent dans une perspective révolutionnaire à développer, partout où il sera possible, avec nous.

A

[1] cet article a été écrit avant cette manif ... la suite à montré que l'auteur avait vu juste ...

## REFERENDUM : NOUS N'IRONS PAS VOTER !

La fausse bataille électorale entre partisans du "oui" et du "non", la prétendue importance de ratifier la constitution ou d'en écrire une autre, ne sert qu'à masquer la réalité de ce qu'est l'Europe. A savoir, une zone depuis longtemps organisée sur le modèle économique, social et politique des puissances qui prédominent dans le monde et dont les règles sont : capitalisme, répression sociale et policière directe ou insidieuse, mise en scène et promotion de la démocratie, culte de la consommation et du travail, interventionnisme dans les anciens territoires coloniaux (l'Afrique pour la France) ou création de nouvelles zones coloniales (l'Irak par les USA)... quant à la casse du service public, si elle a du retard dans des pays comme la France, elle n'en est pas moins déjà décidée et très largement avancée. Sur ce point, il faut se rappeler que le gouvernement Jospin a privatisé deux fois plus que ceux de Juppé et de Balladur réunis. Partout, l'on s'aperçoit que les élections et autres débats politiques ne sont qu'une illusion de choix, qui n'infléchit pas ce qui existe déjà. Dernier exemple, le Brésil dont le "président du peuple", Lula, fait allégeance au FMI.

Tous les partis politiques sont solidaires entre eux sur l'essentiel ; et, quand ils arrivent au pouvoir ils gèrent et mettent en place ce pourquoi ils sont payés. La "bonne marche de la société", c'est-à-dire la gestion optimum du profit et du contrôle social de la masse (ceux qui n'ont comme choix que de travailler, consommer, élire...) s'appuie aussi sur les syndicats. En créant des simulacres de contestation ou en faisant tout pour la récupérer ou l'étouffer si ça elle risque de leur échapper, ils ont prouvé depuis toujours qu'ils sont de bons partenaires et qu'au niveau de la répression des luttes, ils savent être efficaces. En ce qui concerne les partis minoritaires d'extrême gauche, qui prétendent être au cœur d'un mouvement social qui n'existe que dans leurs plaquettes de pub, non seulement ils sont reconnus et appréciés par la télévision mais ils jouent aussi le rôle de pompiers de services en cas de risque de révolte, avec un zèle qui doit faire plaisir à voir à leurs partenaires au pouvoir. Le rôle de la LCR après AZF ou sa promotion de Chirac en promettant un "3° tour social" (dont nous n'avons pas vu l'ombre) en attestent.

Justement, le piège du référendum rappelle le mécanisme qui a eu cours dans l'épisode Chirac/Le Pen. L'important, nous dit-on, est de choisir "le moins pire" ou "le plus efficace" et dès lors, on nous invite à oublier tout le système qui a permis d'en arriver là. Voter au référendum, c'est croire qu'une constitution peut changer quoi que ce soit ; alors qu'elle n'officialise que ce qui existe déjà. Si le "non" l'emporte alors, tout simplement, ils en feront une autre qui sera adoptée par le parlement ou bien, ils nous feront revoter (ça s'est déjà vu), et en attendant, les affaires continueront comme avant. Constitution ou pas, la directive Bolkestein elle-même est largement appliquée. Au sud de l'Espagne les puissants patrons agricoles bénéficient de la traite des sans papiers à moindre coût organisé par l'État. Il n'y a pourtant pas de "directive" qui est censé permettre cela, mais qui s'en soucie ? Dans l'exploitation des gens, l'Europe laisse carte blanche aux États, qu'ils votent oui ou non. Pour le système

“démocratique” l’important est de faire croire que l’on a le choix, et pour ceux qui n’y croient plus (et qui se font remarquer dans les taux d’abstention) c’est de les gérer par l’exclusion et la soumission.

Voter non au référendum ne gênera en rien la bonne marche des affaires, et voter tout court c’est admettre le bien fondé d’une constitution, de l’Europe, de l’État, de l’économie, du travail... C’est pour cela que, plus que jamais, il faut s’abstenir et rompre avec ce système pour favoriser l’organisation des révoltés entre eux sans intermédiaires, pour soutenir des luttes qui échappent au contrôle du pouvoir.

Il faut dénoncer sans relâche ceux qui sont employés à démobiliser ou réprimer tout mouvement de révolte de l’intérieur, et avoir le souci de propager l’idée que tout changement radical doit être global et se faire contre eux.

## **CONSTITUTION, AVEC OU SANS, CONTINUE L'OPPRESSION...**

### **Rappel**

Alors que nos voisins espagnols avaient choisi l’abstention à plus de 60 %, la France a préféré se positionner contre le traité constitutionnel.

Pour les partis de gauche favorables au « oui », le référendum a rappelé à ceux-ci que leur optique libérale n’était plus possible : les militants verts et socialistes ont ainsi voté au 3/4 à l’opposé des exhortations pour le « oui ». Il est intéressant de constater également que les ouvriers dans leur grande majorité (80%) ont refusé le traité constitutionnel.

Avant même le résultat, la gauche du « non » nous promettait quant à elle un grand mouvement (sans doute du style du « 3ème tour social » promis après l’appel à voter Chirac en 2002... c’est-à-dire RIEN) ; elle souhaite maintenant engager une nouvelle recomposition politique sur un élan dit « anti-capitaliste », en nous faisant oublier l’époque, où cette clique social-démocrate et stalinienne fut au gouvernement. On se souvient d’ailleurs des dizaines de milliers d’ouvriers licenciés, subissant de plein fouet la restructuration !

Ne nous y trompons pas ! Le véritable objectif de cette gauche est de préparer un beau succès aux prochaines échéances électorales (seule préoccupation des partis politiques) pour 2007, dans le strict respect du champ parlementaire, bien sûr, car il n’est pas question de voir surgir une grève générale incontrôlable. Évidemment, il n’est pas exclu que les salarié(e)s ayant voté « non », encore sous l’emprise du parlementarisme, se laissent gagner par le mirage d’une nouvelle alternance gouvernementale, en faisant fit de leur mémoire et des expériences antérieures.

La question posée auprès des plus démunis et de la classe moyenne soumis à une logique de paupérisation (retraites, éducation, sécurité sociale, pouvoir d’achat...) :

la suite ininterrompue des délocalisations, des licenciements, la confirmation de la ligne politique ultra-libérale du patronat et la "bonne" tenue de la Bourse suffisent à souligner le caractère ridicule de l’affirmation.

Loin d’entraîner une renaissance des luttes, la mobilisation électorale a contribué à étouffer celles qui existaient. L’affaire de Bègles en témoigne.

### **Le cas de Bègles**

Le 26 mai 05 le GIPN (Groupe d’Intervention de la Police Nationale) intervient, armé jusqu’aux dents et cagoulé, contre les postiers en grève du Centre de tri de Bègles. Suite à cela, quatorze grévistes, parmi la centaine qui retenaient cinq cadres, sont suspendus de leurs fonctions. Ce sont des militants de la CGT, de SUD et, pour l’un d’entre eux, de la CNT-Vignoles. A la veille du référendum, c’est une incroyable provocation. Que va-t-il se passer après la victoire du 29 mai ? Une mobilisation d’ampleur va-t-elle bloquer la répression ? Que nenni, la seule chose qui répond à la provocation policière et à la "victoire" électorale, c’est une indifférence croissante.

Alors que les passages devant le conseil de discipline se succèdent et que les sanctions tombent tout le mois de juillet, il y a certes 1 000 manifestants à Bordeaux le 21 juin 2005, mais que 500 le 07 juillet, puis plus rien. La CNT-Vignoles appelle tous les travailleurs de La Poste à se mettre en grève le 20 juillet. Comme on pouvait s’y attendre, c’est un échec cuisant. L’appel n’est absolument pas suivi. Conséquence : le militant des Vignoles est licencié, les autres sanctions sur le plan disciplinaire sont très lourdes (une exclusion professionnelle de trois mois, trois exclusions de un an et deux de deux ans) mais de plus neuf postiers sont poursuivis sur le plan pénal pour "séquestration", et risquent de ce fait des peines de prison.

Pourtant La Poste est un "bastion syndical" de SUD et CGT, et il y avait dans cette entreprise, avant le 29 mai, une réelle agitation sociale (dont témoigne l’action de Bègles) face aux divers plans de restructuration qui prévoient la suppression de 50 000 emplois (le quart des effectifs) d’ici 2010. Dans ce contexte explosif, on aurait pu s’attendre à quelque chose de la part de ces organisations (à la fois contre les suppressions d’emplois et pour défendre leurs militants poursuivis), ce d’autant que la victoire du non devait regonfler le moral des troupes.

L’échec de la journée de mobilisation nationale du 21 juin, le défaut de riposte à l’agression de Bègles, l’absence générale de luttes malgré le mécontentement populaire démontrent que les travailleurs sont dans une sorte de "vide énergétique" post-électoral. Cette espèce de dépression, qui suit les campagnes électorales, prouve combien les positions anarchosindicalistes, qui prônent l’abstention, sont exactes et se vérifient sur le terrain des luttes.

### **Le quatre octobre ou le coup du tremplin**

De ce qui précède, on peut d’ores et déjà déduire ce que sera le quatre octobre

## DU REFERENDUM AUX PRESIDENTIELLES : QUELLES STRATEGIES POUR LES LUTTES ?

Le 29 mai dernier, c'était le référendum sur l'Europe. Dans une quinzaine de mois (en principe), ce sera l'élection présidentielle. Hier comme demain, politiciens et médias feront tout pour rabattre les exploités vers les urnes. "Le gouvernement et sa politique doivent être chassés par la rue et par les urnes" dira l'extrême-gauche (c'est la formule de la LCR, mais d'autres ont des incantations semblables) qui ajoutera "la victoire dans les urnes redonnera confiance dans les luttes". Tout ça, c'est beau comme du "Petit livre rouge". Mais c'est tout aussi faux. Entre le fait de voter et de lutter, il n'y a aucune synergie. Il y a même, dans la pratique, un antagonisme total. Les exploités sont donc placés devant un choix stratégique essentiel : soit, bon gré mal gré, se rendre aux urnes et enterrer une nouvelle fois les luttes, soit rompre avec l'électoratisme et s'ouvrir ainsi le champ de tous les possibles.

### Le "NON", une victoire à la Pyrrhus

L'importante participation électorale obtenue le 29 mai dernier à force d'une campagne frénétique, le triomphe du "non"... et le peu de mobilisation sociale qui a suivi constituent un exemple de ce que nous avançons.

Rappelons tout d'abord les conclusions qu'ont tirées les "vainqueurs" du jour. Le communiqué d'Alternative Libertaire nous en fournit un excellent exemple : "Ce que nous attendons de cette victoire du Non, c'est qu'elle regonfle le moral des classes populaires, qu'elle serve de tremplin pour un renouveau des luttes sociales ... Le MEDEF s'inquiète déjà des suites de ce coup de tonnerre" (communiqué du 29 mai 05). Et, comme tout le camp du Non pariait officiellement sur un regain des luttes sociales et un recul du MEDEF, la CGT lançait dans la foulée un appel à la grève nationale pour le 21 juin, soutenue en cela par le Parti communiste et tous les "non". Le journal Lutte Ouvrière ne se trompait pas sur l'importance de cet appel : "Le 21 juin est une occasion de montrer qu'on choisit la lutte" proclamait-il en couverture (édition du 17 juin). Et bien, avec un petit millier de manifestants à Paris et à Bordeaux, une cinquantaine à Toulouse et aussi peu ailleurs, ce que les salariés ont démontré le 21 juin, c'est que, quand ils votaient en masse, ils restaient ensuite à la maison. Et quelque part, c'est logique. Après chaque élection, les gens se sentent trompés. Mais cette tromperie ne les révolte pas, elle les assomme.

Le 21 juin il ne s'est rien passé. Pire, après le référendum, l'État s'est senti les mains totalement libres. Il ne s'est pas gêné : poursuites contre les lycéens et les grévistes, mise à la rue de mal-logés, accélération des expulsions de sans-papiers - traqués jusque dans les écoles-, et, clou de la rentrée, mise en place d'un véritable régime de travail obligatoire pour les chômeurs avec la possibilité de leur couper les vivres. Quant à l'affirmation que le MEDEF se serait alarmé de ce "coup de tonnerre",

y a-t-il de la place pour une politique sociale, donc social-démocrate ? On peut en douter aux vues des ralliements à l'économie de marché ; celle-ci entraîne d'une part l'accentuation de la mondialisation, mettant la force de travail (les salariés) en compétition, ce qui aboutit par un jeu concurrentiel à s'aligner sur des coûts de production extrêmement dérisoires (d'où l'obligation de tirer vers le bas la condition salariale, dont les délocalisations ne sont qu'un des aspects flagrants). Pour échapper à ce jeu, certains capitalistes souhaitent la médiation de l'État puisque, n'étant pas suffisamment compétitifs, ils espèrent par le protectionnisme conserver leurs profits.

### La même politique se poursuit

Quelques minutes après les résultats du référendum, l'ancien PDG devenu ministre de l'économie nous montrait déjà son véritable visage, en menaçant les français qu'un nouveau dérapage n'était plus permis, au risque d'irriter encore un peu plus les investisseurs : la France du bas, une nouvelle fois montrée du doigt (après la catastrophe sanitaire de 2003 qui a servi d'argument pour nous exploiter un peu plus), allait bientôt faire les frais du non. Pourtant, alors que les politiciens du « oui » tentaient de nous intimider sur les risques économiques que pourrait engendrer la victoire du « non », les marchés financiers ont logiquement poursuivi leur rythme tranquille de spéculation et d'accumulation du Capital. Summum du mépris, Chirac et sa clique maintiennent quoi qu'il en soit le cap libéral, en commençant par placer comme premier ministre... un partisan du « oui » (!) et le roi de la répression au ministère de l'intérieur : que la France du bas se tienne désormais à carreaux.

### Et maintenant ?

Malgré l'énorme malaise de la société, malgré les attaques de plus en plus virulente du capitalisme, le référendum a éloigné une fois de plus les opprimé(s), les exploité(s), de leurs réelles préoccupations, en les divisant (« le oui » contre le « non ») et en les amenant sur un thème de lutte qui n'est finalement pas le leur, mais bien celui des politiciens et des bureaucraties syndicales à leur service. Alors que partis et syndicats concentraient leur travail sur ce référendum et laissant complètement de côté les différents mouvements sociaux du printemps, la CNT-AIT, s'est clairement positionnée en dehors de cette mascarade, appelant, notamment, contre l'État et le Capital, à la grève générale lors des différentes journées de mobilisation précédant le scrutin. Aujourd'hui comme hier, c'est à la base que nous devons nous organiser...

### Gréer et organiser

10,100,1000 occupations d'entreprises, d'ANPE et de logements vacants...  
Contre les attaques du capital : la grève générale  
Confédération Nationale du Travail  
Association Internationale des Travailleurs  
CNT-AIT BP 2010 14019 CAEN CEDEX  
<http://cnt.ait.caen.free.fr> - [cnt.ait.caen@free.fr](mailto:cnt.ait.caen@free.fr)

## APRES LE NON...

La victoire du "Non" à la constitution européenne va-t-elle faire disparaître les causes du chômage et de la misère sociale ? Avant le 29 mai des illusionnistes politiques l'ont laissé croire : il suffisait d'après eux de voter. Après le référendum c'est une évidence que rien ne change.

### Non aux illusions

Ce qui masque cette évidence c'est le mythe du tour social que les politiciens utilisent pour faire participer un maximum de travailleurs à la mascarade. Ils nous l'ont dit pour le vote Chirac en 2002, ils nous l'ont redit aujourd'hui pour le "Non", ils nous ont répété que voter va encourager les luttes ! Mais au contraire, une fois la participation aux élections acquise, les discours et les belles paroles s'envolent. Les directions des partis et des syndicats continuent leurs tractations et leurs manœuvres et ne soutiennent pas les luttes sociales. Les salariés qui pensaient que les beaux parleurs d'avant les élections allaient les aider se sentent une nouvelle fois trompés. Ce qui est conforté, c'est le cynisme des politiciens. Grâce à la participation des électeurs, ils évoquent un "retour à la politique" (entendons par là "aux urnes") et ils embayent aussitôt sur leurs pratiques habituelles.

### Non au capitalisme

Pendant que le patronat et les dirigeants continuent de profiter du système, tous les prétextes sont bons pour continuer à dégrader nos conditions de vie et de travail. Hier ils nous expliquaient que la crise était due à l'Europe et à la mondialisation. Demain ils nous diront qu'elle sera due à l'isolement de la France. La cause du chômage et de la misère sociale ce n'est pas l'Europe, et encore moins l'ouvrier étranger. C'est le capitalisme. Que l'on supprime les frontières mais que l'on ne supprime pas le capitalisme, alors la concurrence entre les salariés tirera vers le bas les conditions de vie de la population mondiale. Mais si on ferme les frontières et que l'on ne supprime pas le capitalisme, la tendance sera exactement la même !

Capitalisme international ou national capitalisme, c'était donc le choix du 29 mai. La preuve est encore faire qu'il n'y a aucune raison de se soumettre aux règles truquées de la démocratie bourgeoise. C'est pourquoi nous affirmons que le monde sera ce que nous en ferons.

C'est au travers de nos luttes que nous construirons un monde sans frontière et sans capitalisme.

Union Locale Toulouse CNT AIT  
7 rue St Rémy  
31000 TOULOUSE

démocratique européenne ». En d'autres termes, ils veulent avoir des strapontins dans le prochain gouvernement bourgeois de gauche et prendre part à la direction de l'impérialisme européen en lui donnant une façade démocratique. Le PCF, quant à lui, continue à se vautrer dans le respect et le culte de l'Etat puisqu'il demande à Chirac (à Chirac !) de « porter avec force la voix de notre peuple et de demander la renégociation du traité avec un véritable débat populaire en Europe ».

ATTAC n'est pas non plus en mal de chauvinisme puisqu'elle propose de réaliser un tour d'Europe « pour expliquer le non français » comme si les Européens étaient trop cons et avaient attendu les altermondains pour comprendre ce qui était en jeu dans la construction de l'impérialisme européen.

### Les rabatteurs d'extrême gauche de Fabius

Face à ces manœuvres politiciennes grossières qui aboutiront sans doute à remettre en selle un politicien « social-libéral » (en clair bourgeois) comme Fabius, l'extrême gauche n'a fondamentalement pas d'autre politique à proposer que d'appeler à la victoire de la gauche en 2007, tout en enrobant cet appel de leurs coquetteries hypocrites habituelles.

Les militants du Parti des travailleurs ont certes leurs propres comités mais soyons sûrs qu'ils appelleront à voter PC-PS. Lutte ouvrière ne s'est pas mouillée dans les comités du Non mais cette organisation a quand même appelé à voter Non lors du référendum et appellera certainement à voter PC, voire PS, en 2007, comme elle le fait à presque toutes les élections. Quant à la LCR, elle a participé aux comités du non aux côtés des opposants du PS et des Verts, et des militants du PCF. Déjà deux jours avant la « victoire » du Non certains dirigeants de la LCR confiaient à Libération qu'ils entendaient faire vivre les comités du non après les élections pour pousser la gauche au pouvoir. Et ce n'est pas Clémentine Autain, apparentée PCF, qui allait les contredire, puisque le lundi 29 mai elle affirmait, d'un air gourmand et matois, sur I-télé, qu'il ne fallait « pas tout de suite parler des présidentielles de 2007 » sinon on allait couler les comités du non. Bel aveu qui dévoile les arrière-pensées de tous ces prétendus adversaires du « social-libéralisme » !

Les manœuvriers de la gauche et de l'extrême gauche vont faire monter lentement la mayonnaise avec l'appui des altermondialistes et peut-être même de certains libertaires pour finalement sortir de leur chapeau Fabius (ou Bové, pourquoi pas ?) aux présidentielles. Mais que gagneront les travailleurs à miser sur ces chevaux-là ? D'amères désillusions et de nouveaux coups dans la gueule s'ils ne se mobilisent pour leurs propres intérêts de classe sans écouter les sirènes électoralistes. La lutte sera longue et difficile mais elle ne passera ni par les urnes ni par les combinaisons politiciennes que nous font miroiter la gauche et l'extrême gauche.

Y.C. Ni patrie, ni frontières

que la venue de Mitterrand au pouvoir allait soulever l'espoir des « masses » et que celles-ci « déborderaient les appareils ». On a vu le résultat : croissance exponentielle du chômage, casse de la sidérurgie, des mines, des chantiers navals, de l'automobile, dégradation générale de tous les prétendus « services publics », attaques systématiques contre les travailleurs immigrés, essor du Front national et de l'expression publique des idées et comportements racistes, etc.

Les ouvriers et les employés qui font voté Non (tout comme d'ailleurs ceux qui ont voté oui) n'ont pour le moment AUCUNE AUTRE PERSPECTIVE politique que le retour de la gauche qui a mené une politique anti-ouvrière chaque fois qu'elle est venue au pouvoir.

### **Les manœuvres de la « gauche du non »**

La façon dont la gauche nous explique aujourd'hui la prétendue « victoire du Non » témoigne une fois de plus du nationalisme incurable qui imprègne ses dirigeants. En effet, qu'ont déclaré les dirigeants de la pseudo-gauche du Parti socialiste dimanche 28 mai dès qu'ils ont appris les résultats des élections ? « Je suis fier d'être français » (Henri Emmanuelli), « Notre pays a une haute idée de la politique et refuse une économie de marché sans aucune règle » (Marie-Thérèse Lienemann), « La rupture avec le capitalisme est un songe creux » (Arnaud Montebourg). Citons enfin les déclarations du trio Dolez-Filoché-Généreux qui a fait un tour de France et près de 90 meetings pour le « non de gauche ». Nos trois compères se réjouissent de l'« allégresse » du « peuple français » qui a manifesté dans les rues « comme en mai 1981 ». Nos trois mouquetaires sociaux oublient de mentionner tous les coups portés à la classe ouvrière par la gauche au pouvoir depuis ces mêmes manifestations de liesse. Fidèles à la tradition du nationalisme français le plus arrogant, nos trois « socialistes de gauche » osent écrire que « le non français a créé la possibilité d'une authentique refondation démocratique de l'Europe. Il dit au reste de l'Europe que les pro-européens ont le droit de dire Non sans menacer la construction européenne », « La France doit donner l'impulsion nécessaire pour une nouvelle négociation », etc.

Non seulement nos trois branquignols se gargarisent de « la France » et de la « construction européenne », non seulement ils font le même raisonnement que Chirac en croyant encore que la France serait la « tête politique » de l'Europe, mais en plus ils cachent sciemment que leur construction européenne, qu'elle soit menée par des sociaux-libéraux ou des sociaux-démocrates, est et sera une tentative de construire une nouvelle puissance impérialiste aux contours inédits. Certes, on ignore encore si cette future puissance impérialiste européenne verra vraiment le jour et quelles institutions politiques définitives elle se donnera, mais l'UE possède déjà sa monnaie et devra un jour posséder une armée unique, ultramoderne, prête à intervenir sur tous les continents, si elle veut jouer pleinement son rôle face à l'impérialisme américain et aux puissances capitalistes émergentes en Asie, l'Inde et l'Asie.

La pseudo-gauche du PS a déjà un beau programme : l'« unité de toutes les tendances socialistes », l'« unité de la gauche » et une « nouvelle constitution

## **LA FARCE DE LA « VICTOIRE » DU NON**

### **La farce de la « victoire » du non**

Du nationalisme des partis bourgeois de gauche et des manœuvres politiciennes de l'extrême gauche, trotskyste et libertaire

Pour toute personne qui s'intéresse à la vie politique en France depuis quelques années, un certain nombre de choses semblent ne jamais changer. Les politiciens bourgeois pensent que leur impérialisme est toujours aussi puissant qu'au XIXe siècle et au début du XXe siècle ; quant aux « révolutionnaires », ils croient encore que l'opinion de Marx sur la supériorité politique du mouvement ouvrier français serait encore valable, un siècle et demi plus tard.

Les politiciens bourgeois rêvent de Henri IV, Richelieu, Louis XIV, Napoléon, Poincaré, Léon Blum, Mendès France ou De Gaulle. Les militants révolutionnaires rêvent de Saint Just, Blanqui, Jaurès, voire pour certains de Pelloutier ou Louise Michel. Ils rêvent de la Commune de Paris ou des grèves générales de Juin 1936 ou de Mai 1968.

Mais, curieusement, aucune de ces tendances, pourtant radicalement opposées, ne veut tirer les conséquences politiques du fait que la France est devenue une puissance impérialiste secondaire. Pour une raison simple, et consternante : les réactionnaires, les réformistes et une partie de la gauche dite « révolutionnaire » partagent la même fierté nationale, même si leurs héros ne se sont jamais trouvés du même côté de la barricade.

### **Un fonds idéologique commun à la gauche et à la droite : le culte de l'État**

Cet orgueil national, commun à la droite, à la gauche, voire à l'extrême gauche, puise des thèmes communs dans l'idéologie républicaine et laïque, le mythe de la mission universelle et universaliste de la France, le rappel permanent de l'apport des philosophes des Lumières, une vision idéalisée de la Résistance sous l'Occupation et enfin dans la nouvelle idéologie apparue avec la croissance du mouvement altermondialiste, l'idéologie du citoyennisme, de la démocratie participative, qui se résume à une croyance aveugle en les mensonges et les illusions de la démocratie bourgeoise. Bien sûr, tous les républicains et les laïques et même tous les citoyennistes ne sont pas des chauvins de la pire espèce. Mais même lorsqu'ils invoquent de vagues valeurs internationalistes, ils sont incapables de rompre avec l'idéologie bourgeoise qui a pris de si nombreuses formes durant l'histoire des luttes de classes en France. Cette idéologie est fondée sur le culte de l'État, la croyance en son rôle protecteur, progressiste, quasi messianique.

Durant la révolution de 1789, l'État français prétendait lutter contre toutes les

monarchies européennes ; sous Napoléon, il prétendait consolider les conquêtes de la Révolution qui avaient été exportées en Espagne, en Italie, au Portugal, en Belgique, etc., à la force des baïonnettes ; au milieu du XIXe siècle, Napoléon III essaya une fois de plus de jouer la carte de l'union nationale et de nouer une alliance entre des classes antagonistes, ce que Marx appela justement le « bonapartisme ».

Durant les années 1930, un groupe d'économistes défendirent l'idée qu'il fallait une forte intervention de l'État dans l'économie pour juguler la crise internationale du capitalisme : membres de la SFIO, les « planistes » (comme on les appela alors parce qu'ils étaient de chauds partisans de la planification) offrirent ensuite leurs services au régime... du Maréchal Pétain. Pendant la Résistance et le gouvernement d'union nationale présidé par De Gaulle entre 1945 et 1947, on put assister à une autre version de l'unité nationale au nom de la « lutte contre le fascisme » puis de la reconstruction du capitalisme français. Depuis 1945 la gauche et la droite communient dans l'évocation des « conquêtes sociales de la Résistance », oubliant quel a été le prix de ces « conquêtes » : faire marnier les ouvriers pour des salaires de misère, remplir les poches des patrons et de l'État pendant des décennies, soutenir toutes les aventures coloniales puis néocoloniales de l'impérialisme français.

Sous la Cinquième République, de 1958 à 1969, ce culte de l'État a pris de nouveau de l'ampleur notamment à travers les plans économiques et la figure charismatique du Général-Président dont la politique étrangère anti-américaine était soutenue par le Parti communiste français ; et durant les négociations sur le Programme commun dans les années 1970 et les deux premières années du gouvernement de la gauche unie 1981-1983 nous avons encore eu une version « de gauche » de cette idéologie nationaliste : la nationalisation de quelques banques, compagnies d'assurances et quelques industries clés allait « changer la vie » de tous les opprimés et les exploités.

### **Une campagne du non où l'internationalisme a été totalement absent**

En 2005 avec la prétendue campagne du « Non de gauche », soutenue par les guignols de la « gauche du PS » et une partie du mouvement altermondialiste, sans oublier l'inévitable LCR, nous avons assisté à un nouvel essor de l'orgueil national et de l'idéologie étatiste comme en témoignent leurs tracts et leur propagande. La campagne pour le « Non de gauche » a vu ressurgir chez les électeurs et les sympathisants de gauche les formes les plus ambiguës de l'anti-américanisme au nom de la dénonciation de l'OTAN ou de l'OMC, ainsi que les sentiments xénophobes contre le tristement fameux « plombier polonais » (on vient d'ailleurs d'apprendre, après les élections bien sûr, qu'il n'y aurait en fait en France que 150 plombiers polonais) ou l'industrie textile chinoise (le lundi 29 mai 2005, lors d'une émission-bilan du référendum sur le TCE sur France 2, un responsable CGT eut le cynisme et le culot de dénoncer la « concurrence chinoise » sans mentionner une seule fois le sort des 19 millions d'ouvriers chinois du textile surexploités dans ce pays). C'est pourquoi il est particulièrement indécent de voir l'extrême gauche prétendre que le non de

gauche serait « internationaliste » alors qu'elle a été incapable, en l'espace d'un an, d'organiser la moindre campagne, le moindre meeting, à l'échelle européenne regroupant les forces révolutionnaires des différents pays de l'UE pour critiquer le contenu du Traité constitutionnel et en expliquer les enjeux réels pour tous les prolétaires européens, pas simplement pour les prolétaires français.

### **Où sont passés les 5 millions de voix de Le Pen et de Villiers ?**

Loin d'être une « victoire » de la classe ouvrière ou la « revanche des classes populaires sur Maastricht » (dixit Alternative libertaire) la pseudo « victoire du non » est le fruit d'une alliance contre nature dans les urnes entre les 5 millions d'électeurs Le Pen et de Villiers (dont les positions xénophobes et racistes ne sont plus à démontrer) avec les 8 millions d'électeurs PC et PS. Une telle « victoire » n'a rien à voir avec la défense des intérêts des exploités. Il faut avoir un certain culot et un énorme mépris pour l'intelligence des gens pour affirmer que le Non aurait « marginalisé l'extrême droite » comme le prétend Alternative libertaire. Ce sont les mêmes qui nous expliquaient qu'il fallait voter Chirac en 2003 parce que les 5 millions d'électeurs de Le Pen représentaient un danger « fasciste » et qui aujourd'hui nous expliquent que ces 5 millions d'électeurs dangereux se seraient évanouis en fumée... dans le camp du oui peut-être ?

### **Une « grande victoire symbolique » ?**

D'ailleurs nos anarcho-électorales se dévoilent de façon bien naïve lorsqu'ils écrivent sans rire que la « victoire du Non » serait une « petite victoire sociale » et une « grande victoire symbolique ». Symbolique, vous avez bien lu. Voilà à quoi en sont réduits les révolutionnaires aujourd'hui : à se réjouir de victoires électorales, qui plus est symboliques ou de l'« immense espoir » (LC R) soulevé par les résultats d'un vote. D'ailleurs nos terribles révolutionnaires ne parlent plus de renverser l'Etat bourgeois, de former des conseils ouvriers : ils veulent une « rupture avec le capitalisme » (LCR) tout comme Mitterrand avant 1981 ou « faire trembler le capitalisme » (Alternative libertaire). Restons symboliques, quoi.

Quant à la prétendue « autre Europe sociale, démocratique, écologiste et féministe », elle n'a aucune chance de jaillir des urnes et d'un soutien critique aux politicards de gauche. Pas plus qu'une « Assemblée constituante », élue à la proportionnelle, qui donnerait une représentation solide au Front national et à ses 5 millions d'électeurs, sans compter toutes les autres forces réactionnaires qui pourraient librement s'y exprimer. Ni un nouveau Forum social européen qui permettrait à toutes sortes de politiciens de gauche discrédités de se faire une virginité.

Les militants d'extrême gauche doivent avoir bien peu confiance en la force et la justesse de leurs idées pour croire qu'une pseudo-victoire électorale va « gonfler le moral des classes populaires » (Alternative libertaire). C'est exactement le raisonnement que tenaient d'ailleurs la LCR ou le PT en 1981 quand ils expliquaient